

Balkans-UE : un « marché commun », un « plan vert » et des querelles historiques à Sofia

[Courrier des Balkans](#) | mercredi 11 novembre 2020

Un « marché économique régional » et un hypothétique « agenda vert » à l'horizon 2050. Voilà les seules avancées du sommet de Sofia qui a réuni mardi les dirigeants des Balkans occidentaux dans le cadre du Processus de Berlin. Une rencontre plombée par la querelle entre la Bulgarie et la Macédoine du Nord.

Par la rédaction



Les dirigeants des Balkans occidentaux se sont retrouvés le 10/11/2020 à Sofia, sous le patronage de la Bulgarie

© Twitter / Bujar Osmani

« La déclaration d'un marché régional commun est d'une grande importance pour les 20 millions de personnes qui vivent dans les pays des Balkans », s'est félicité l'hôte de ce rendez-vous, le Premier ministre bulgare Boïko Borissov. « L'idée d'interconnexion est au cœur du processus de Berlin », a renchéri le Premier ministre macédonien, Zoran Zaev. Lancé en 2014 par Angela Merkel pour offrir une alternative au blocage de l'élargissement, cette initiative vise à renforcer la coopération régionale et à soutenir leurs efforts d'intégration européenne.

Le plan signé prévoit une série de mesures incitatives : réduction des frais bancaires transfrontaliers, suppression des obstacles techniques au commerce, coordination des politiques d'investissement, reconnaissance des qualifications professionnelles dans toute la région et promotion du commerce électronique. Le Commissaire à l'élargissement de l'UE, Oliver Varhelyi, a déclaré qu'un solide plan d'investissement pour était déjà en place pour accompagner le développement des Balkans occidentaux. En tout, ce sont neuf milliards d'euros de subventions qui pourront être mobilisées, complétées par le nouveau mécanisme de garantie, qui devrait permettre des investissements d'au moins 20 milliards d'euros. Selon « les calculs prudents » du Commissaire hongrois, ces investissements pourraient

potentiellement créer 3,6% de croissance du PIB de la région.

Les pays des Balkans occidentaux ont également approuvé un « programme vert », qui vise entre autres à réduire les émissions de CO2 à zéro d'ici 2050.

Querelles historiques

Alors qu'il était coprésidé par les Premiers ministres bulgare et macédonien, Boïko Borissov et Zoran Zaev, le Sommet a été parasité par [le différend historique et linguistique qui oppose la Bulgarie et la Macédoine du Nord](#), Sofia menaçant même de bloquer l'ouverture formelle des négociations d'adhésion de Skopje. « Le processus de Berlin s'accompagne toujours d'une réconciliation », a lancé la chancelière allemande, Angela Merkel, qui est intervenue par vidéo. « J'espère que ce sera également le cas à l'avenir. »

Le temps de surmonter cette querelle est désormais compté. Les deux pays voisins ont jusqu'à la semaine prochaine pour que les ministres des 27 puissent adopter à l'unanimité le cadre de négociation pour la Macédoine du Nord et permettre la tenue de la première session intergouvernementale avant la fin 2020, qui marquera officiellement le début des négociations d'adhésion.

Avant le début officiel du sommet de mardi, la ministre bulgare des Affaires étrangères, Ekaterina Zaharieva, avait dénoncé « la lenteur » de Skopje à mettre en œuvre les projets communs, d'infrastructure, de culture et d'éducation. Pour avancer, elle propose la tenue d'une réunion du comité intergouvernemental mis en place dans le cadre de [l'accord « d'amitié » conclu entre les deux pays à l'été 2017](#).